

mation en trois armées, qui devaient au début en avoir une quatrième en réserve et ne pas dépasser chacune l'effectif de 130,000 combattants.

Tel est, dans son ensemble, le projet d'opérations du maréchal de Moltke. Il ne saurait assurément constituer une règle fixe ; mais il n'en offre pas moins, dans sa déduction logique, une sorte de modèle type et une précieuse leçon d'expérience. Il a présenté cette particularité, qu'établi en 1868, il s'est déroulé deux ans après, avec une régularité presque mathématique et conforme aux prévisions établies.

Il faut toutefois ne jamais oublier que ces résultats doivent être attribués moins à la perfection du projet d'opérations, qu'à la supériorité des forces, de l'armement d'artillerie, de l'instruction tactique, de la discipline, et enfin à la faiblesse de l'adversaire.

Pour mieux se rendre compte de la portée de ce projet et de la justesse de ces appréciations, il importe de se rappeler les combinaisons adoptées en France à la même époque.

§ 5. — PROJET D'OPÉRATIONS DE L'ARMÉE FRANÇAISE  
EN 1870.

Depuis les événements de 1866, on se préoccupait vivement en France des probabilités d'un conflit avec l'Allemagne. Après l'affaire du Luxembourg, ces préoccupations s'étant accentuées, l'Empereur fit établir par le maréchal Niel, ministre de la guerre, un projet de composition d'armées. Ceci se passait en 1868, au moment où l'on préparait à Berlin le mémoire du maréchal de Moltke.

Ce travail, divisé en deux parties, supposait la formation de trois armées et de trois corps de réserve dont les effectifs, la composition et les lieux de rassemblement ont déjà été indiqués.

On comptait avoir ainsi, avec les troupes d'Algérie, 489,978 hommes, 121,218 chevaux, 12,033 voitures.

La préparation de la guerre n'avait pas été au delà de cette simple répartition de troupes dont l'évaluation, du reste, contenait quelques erreurs. Cependant, vers la même époque, un plan de campagne précédé de reconnaissances fut élaboré par le général Frossard, gouverneur du Prince impérial et aide de camp de l'Empereur.

D'après ce plan, « la première question qui se présentait à l'esprit dans l'hypothèse d'une guerre avec l'Allemagne était celle-ci :

« *Que fera l'ennemi au premier moment ? Se tiendra-t-il sur sa base générale du Rhin, où il est solidement établi, et attendra-t-il que la France manifeste ses projets ? Ou bien, résolu à prendre position dès le début, viendra-t-il avec ses corps tout organisés, s'établir sur les bases actives et fortifiées qu'il possède devant nos frontières, c'est-à-dire devant la basse Alsace et sur le front et le flanc de la Lorraine, pour tenter immédiatement l'invasion de notre pays ?* »

« L'état actuel des esprits dans les armées prussiennes, la confiance que leur ont donnée leurs succès de 1866 et qu'augmente encore la supériorité attribuée à leur armement, l'espérance qu'elles auraient de surprendre la France au milieu de préparatifs et de mouvements incomplets, tout nous porte à penser, disait le général, que l'ennemi prendra le second parti et ne nous laissera pas l'initiative de l'attaque. »

Comme conséquence de cet exposé, le mémoire du général traitait particulièrement, dans les termes ci-après, de la défense du pays :

**Situation de la frontière de l'Est.** — « La partie de nos frontières comprise d'une part entre le Rhin et la

« Moselle, d'autre part entre la Moselle et la Meuse et  
 « entre la Meuse et la Sambre, serait celle que menace-  
 « raient particulièrement les armées allemandes. Leurs  
 « forces agissant de concert, en vertu de traités d'alliances  
 « récemment conclus, seront assez considérables pour  
 « qu'on puisse les supposer opérant concentriquement de  
 « différents côtés.

« La partie de la frontière entre le Rhin et la Moselle  
 « est encore, en ce qui nous regarde, dans l'état où  
 « l'ont mise les événements de 1815 et les traités de  
 « Vienne.

« Mais les Allemands y ont pris contre nous une atti-  
 « tude beaucoup plus agressive et plus dangereuse que  
 « jamais.

« Qu'on nous permette de rappeler ce qu'écrivait à ce  
 « sujet, en 1837, le lieutenant général Dode, dans un rap-  
 « port à la haute commission de défense instituée l'année  
 « précédente :

« Ce côté de la France, disait-il, est sans contredit le  
 « plus vulnérable et le plus menacé. Nos voisins l'ont tou-  
 « jours signalé comme l'entrée la plus favorable à leurs  
 « desseins, s'ils avaient à exécuter une troisième invasion  
 « chez nous. Les travaux qu'ils ont fait exécuter sur la  
 « partie du territoire qui nous fait face, ont pour but de  
 « corroborer ce plan d'attaque et développent encore plus  
 « leurs vues..... L'Allemagne tend, d'ailleurs, à se cen-  
 « traliser et à former un corps plus compact et plus homo-  
 « gène. La fusion des intérêts commerciaux qui s'opère  
 « sous nos yeux (1837) sur ce vaste territoire produira,  
 « dans un avenir peu éloigné, une fusion d'intérêts politi-  
 « ques qui fera de ce grand corps, faible autrefois par ses  
 « divisions, une masse très redoutable.

« Après trente années, ces prévisions viennent de se  
 « réaliser complètement.

« La situation même s'est notablement aggravée, car  
 « les places fortes fédérales élevées devant notre frontière

« de la Lorraine et du Rhin vont être désormais aux mains  
 « d'une seule puissance, celle qui dirigerait les opérations  
 « militaires, la Prusse, et cette ceinture de fer qui nous  
 « étroit, pèsera sur nous d'un poids plus lourd.

**Lignes d'invasion des Allemands.** — « En outre, l'exis-  
 « tence des nombreuses voies ferrées qui, partant des  
 « divers passages du Rhin, viennent converger sur les  
 « points fortifiés, a créé des dangers nouveaux par la faci-  
 « lité de concentration rapide des troupes d'invasion. Il y  
 « a donc une nécessité impérieuse de s'occuper des  
 « moyens de défendre cette frontière.

« Toutes les forces de l'Allemagne du Nord peuvent être  
 « portées très promptement sur la rive gauche du Rhin  
 « par les voies de fer qui aboutissent aux divers points du  
 « fleuve.

« Ces passages principaux sont ceux de Maxau, à 8 ki-  
 « lomètres en aval de Lauterbourg, de Germersheim,  
 « Mannheim, Worms, Mayence, Coblenz, Bonn, Cologne,  
 « Dusseldorf.

« Les lignes de voies ferrées en communication avec ces  
 « divers passages et menaçantes pour la France sont :

« 1<sup>o</sup> *Pour l'invasion de la basse Alsace*, les lignes de  
 « Rastadt-Carlsruhe-Landau et Mayence-Neustadt-Lan-  
 « dau-Wissembourg.

« 2<sup>o</sup> *Pour l'invasion de la Lorraine*, les trois lignes  
 « Mayence-Kaiserslautern-Sarrebrück, Mayence-Neunkir-  
 « chen-Sarrebrück, Trèves-Sarrelouis-Sarrebrück, toutes  
 « venant aboutir à la vaste gare de Sarrebrück, disposée  
 « pour cette concentration et se prolongeant sur notre ter-  
 « ritoire par la ligne de Forbach-Saint-Avold-Metz.

« 3<sup>o</sup> *Enfin, la ligne de Trèves-Luxembourg*, et, entre  
 « Moselle et Meuse, la ligne Cologne-Aix-la-Chapelle-Spa-  
 « Luxembourg, ces deux lignes se prolongeant par voie  
 « ferrée également sur Longwy par Arlon.

« D'après les facilités de mouvements rapides et de concentration que leurs lignes ferrées donneraient aux Allemands, il pourraient, dès le premier moment de la guerre, avoir des bases d'opérations distinctes établies immédiatement devant nos frontières, jusqu'à les toucher pour ainsi dire, savoir :

- « 1° *Devant la basse Alsace*, Landau et Germersheim ;
- « 2° *Devant la Lorraine*, Sarrebrück et Sarrelouis, sur la Sarre ;
- « 3° *Au flanc gauche de la Lorraine*, Luxembourg.

« Cette situation est grave : elle appelle toute notre attention et nous dicte ce que nous avons à faire. »

L'auteur du mémoire supposait ensuite que l'ennemi concentrerait ses forces dans le Palatinat et devant le centre de la Lorraine, où était son principal théâtre d'opérations ; puis sous Luxembourg, et qu'il disposerait, dans les premières phases de la lutte, d'un effectif d'environ 470,000 hommes.

Le général Frossard comptait que la France pourrait opposer à ces forces :

1° *Une armée du Rhin*, de 120,000 hommes, l'aile droite dans la haute Alsace ou à Strasbourg, avec l'aile gauche dans la basse Alsace ;

2° *Une armée de la Moselle*, de 140,000 hommes, devant le débouché de Sarrebrück ;

3° *Une armée du Nord ou de la Meuse*, de 60,000 hommes, établie sur la base Reims-Châlons, la première de ces villes étant transformée en place de manœuvres d'où les troupes se porteraient en chemin de fer soit sur le Nord, soit sur la Lorraine, soit sur Langres.

« Dans la basse Alsace, disait le général, l'ennemi aura pour base Landau et Germersheim ; sa droite s'étendra

« jusqu'à Pirmasens, au moyen d'un corps qui la reliera avec son armée de la Sarre. Il attaquera par les montagnes, entre Bitche et Wissembourg, et par la plaine, entre Wissembourg et le Rhin. Il est probable qu'il fera aussi des efforts par sa droite, à l'ouest de Wissembourg, par le haut des vallées de la Lauter et de la Sauer, comme les alliés en 1793. »

**Défense de la basse Alsace.** — L'armée française de la basse Alsace devait alors occuper au moment de la guerre la ligne de la Lauter, sa droite à Lauterbourg, sa gauche à Wissembourg, et la position du *Col du Pigeonnier* sur la route de Bitche.

Cette ligne de la Lauter ne devait être que provisoire, et il fallait l'abandonner si l'ennemi venait à marcher en avant en forces supérieures.

**Position de Wœrth.** — L'armée, en se repliant, devait exécuter un changement de front et se couvrir du Sauerbach, qui passe à Lembach et à Wœrth.

« Une fois établie sur la rive droite de ce cours d'eau, il lui fallait occuper la belle position de Wœrth qui, se développant sur une crête de 9 à 10 kilomètres, avait pour points de résistance Frœschwiller et Wœrth, où il faudrait élever quelques ouvrages de campagne, notamment sur la rive gauche, près du village de Gunstett. »

C'était la position occupée en sens inverse par les Autrichiens, en décembre 1793, quand Hoche se jeta entre eux et les Prussiens, les forçant à battre en retraite, après leur avoir enlevé les redoutes qu'ils avaient établies vers Frœschwiller et Wœrth.

Sur cette position de Wœrth, notre armée devait pouvoir soutenir une lutte contre des forces supérieures avec des chances de succès.

Le général pensait même qu'il serait possible de déta-

cher une division pour aller, à travers les Vosges, renforcer l'aile droite de l'armée de la Moselle.

**Défense de la Lorraine.** — L'armée qui aurait à lutter contre la masse des forces ennemies, venant de Mayence et de Coblenz, devait être la plus importante. Elle plaçait son aile droite sur le plateau, entre Sarreguemines et Saint-Avold, et son aile gauche en avant de Thionville.

Aile droite :

Il fallait compter que l'ennemi rassemblerait sur la Sarre des forces considérables, et considérer Sarrebrück comme le point de départ de ses plus grands efforts.

Il y avait lieu de supposer qu'il envahirait la Lorraine sur un front étendu, sa droite prenant Metz pour objectif, sa gauche Lunéville, et son centre Nancy.

L'armée française ne pouvait abandonner ni la Lorraine, ni le revers occidental des Vosges ; il lui fallait donc prendre une position défensive.

**Position de Cadenbronn.** — Le général avait choisi dans ce but « le plateau entre Sarreguemines et Saint-Avold, où « se développe une ligne de bataille de 12 à 13 kilomètres. » La droite à Sarreguemines, le centre à Cadenbronn, la gauche vers Cetingen, faisant retour vers Théding et sur les crêtes au pied desquelles court la voie ferrée de Metz à Forbach, l'armée française était en mesure d'opposer à l'ennemi une résistance énergique.

Cette belle position avait été signalée pour la première fois par le général Haxo, dans son mémoire de 1819 sur la défense de la Lorraine, et recommandée par divers hommes de guerre, notamment le général Schneider.

La droite aurait été solidement appuyée par quelques ouvrages en terre sur les hauteurs au-dessus de Sarreguemines.

« Le centre se développait par Rouhling et Cadenbronn, « point culminant du plateau. La gauche, qui maîtriserait

« le chemin de fer et la route, devait avoir un poste « avancé à Forbach et détacher une division à Saint-Avold, afin d'empêcher un mouvement tournant des « troupes ennemies venant de Sarrelouis. »

**Retraite sous Metz et sur la ligne de la Seille.** — Après une bataille livrée sur la position de Sarreguemines-Cadenbronn, l'aile droite de l'armée de la Moselle pouvait être contrainte à la retraite. Elle devait alors se replier par Puttrelange, Sarralbe et Dieuze, en arrière de la Seille, et venir occuper la gauche de cette rivière à hauteur de Vic.

Si l'aile gauche se trouvait dans l'impossibilité de suivre le mouvement de l'aile droite, elle devait se retirer sous Metz, où elle trouverait l'appui des forts de campagne qu'on aurait construits à l'avance, pour transformer cette place en une grande place de manœuvres.

**Retraites successives sur Lunéville et Langres.** — Si la fortune était une seconde fois contraire à l'armée française et si l'on était forcé d'abandonner la ligne de la Seille, la retraite était indiquée sur Lunéville, de manière à tenir les deux chemins de fer des Vosges, celui de Saint-Dié et celui d'Épinal.

On devait gagner ainsi les positions situées en arrière et, au besoin, la place de Langres.

Le mouvement de retraite de l'armée de la Moselle et sa concentration à Langres avec les forces défensives de l'Alsace, n'étaient pas considérés comme des manœuvres trop excentriques, en raison des changements avantageux apportés par les fortifications de Paris aux conditions de la lutte.

**Armée de réserve.** — Dans cet ordre d'idées, il fallait entre l'armée et Paris une armée de réserve, qui fût en mesure de se retirer sous Paris ou de venir en aide aux

autres armées. On proposait de l'établir, au début de la guerre, à Reims et à Châlons.

Le général prévoyait que l'aile droite de l'armée du Rhin serait opposée à une armée allemande chargée d'envahir l'Alsace, et de se porter ensuite, soit par les passages des Vosges sur la Lorraine qu'elle prendrait à revers, soit par la trouée entre les Vosges et le Jura sur Vesoul et Gray, puis sur Langres ou Dijon.

Cette attaque devait être prévenue « par une vigoureuse « offensive, en passant le Rhin à Neuf-Brisach et à Hunin-  
« gue, et en cherchant à séparer les États du sud de ceux  
« du nord.

**Retraite des troupes de la haute Alsace sur Belfort, Lure et Langres.** — Si l'ennemi, franchissant le Rhin, se portait sur Mulhouse, notre armée devait occuper la position d'Altkirch à Mulhouse, face au Rhin et aux débouchés d'Huningue et de Bâle, sur des hauteurs qui couvrent le chemin de fer et la route de Belfort.

En cas de revers, on devait battre en retraite sur cette ville et s'établir dans son camp retranché.

L'armée recevait alors des renforts par les voies ferrées de Lyon et de Dijon.

Si, après un nouvel insuccès, on abandonnait Belfort, la retraite s'effectuerait par Lure sur Vesoul, position importante et nœud de plusieurs voies ferrées, où l'on aurait d'avance dirigé des renforts et exécuté des ouvrages de campagne.

**Concentration de la résistance à Langres.** — Enfin, si l'ennemi obligeait encore notre armée à abandonner cette position, elle devait se retirer sur Langres, en tenant toujours le chemin de fer. Cette place devenait le centre de la résistance de tout le pays.

Le travail du général Frossard fut communiqué en 1870

au maréchal Bazaine, qui crut devoir en contester les appréciations.

Quand on se reporte cependant aux événements du début de la campagne, on est frappé de leur analogie avec les combinaisons proposées.

Indépendamment de la nécessité de se placer sur le terrain de la défensive, le choix des positions sur lesquelles se livrèrent les premiers combats, la retraite des troupes de la basse Alsace sur les Vosges, celle de l'armée de la Sarre sous Metz, tous ces mouvements avaient été prévus. Il est donc permis de croire que cette étude ne fut pas sans influence sur les dispositions prises plus tard par l'armée française. En tout cas, le mémoire du général Frossard dénotait une véritable entente de la situation et proposait des combinaisons défensives qui, vigoureusement appliquées, auraient pu, en 1870, modifier la situation à notre avantage. S'il n'en fut pas ainsi, cela tint à des circonstances qui appartiennent désormais à notre histoire militaire.

A la fin du mois de mai 1870, les idées du commandement ayant pris une nouvelle forme, un nouveau projet fut établi et soumis à des personnalités étrangères, dont on espérait le concours et l'appui. Ce projet fut d'abord transformé, et, à sa place, on proposa la combinaison suivante :

L'armée française, dont on supposait toujours la mobilisation terminée en quinze jours, prenait l'offensive le seizième. Elle formait deux masses : une armée principale qui devait opérer sur la rive droite du Rhin ; une armée secondaire qui opérait au delà de la Sarre, sur la rive gauche, dans le Palatinat. Celle-ci devait prendre une vigoureuse offensive, pour tromper la Prusse sur le vrai point d'attaque. Pendant ce temps, l'armée principale passait le Rhin vers Strasbourg, séparait les États du Sud de ceux du Nord et, grâce à la promptitude de sa mobilisation, évitait toute attaque sérieuse sur son flanc gauche.

Elle aurait pu faire sa jonction avec l'armée autrichienne, vers Nuremberg, d'où ces deux masses se seraient portées vers la Saxe, pour exécuter une seconde fois le plan d'opérations de Napoléon en 1806. La France faisait en même temps une forte diversion sur les côtes de la Baltique avec un corps de débarquement.

Ce projet, simple échange de vues entre deux notabilités militaires, ne reposait pas sur des bases pratiques, mais bien sur des données erronées, savoir : la mobilisation de notre armée en quinze jours, celle de nos flottes de guerre et de transports en un mois, enfin celle de l'armée autrichienne en trois semaines.

D'un autre côté, à partir du 6 juillet 1870, les événements s'étant succédé avec une rapidité qui ne laissait plus de place à de nouvelles combinaisons, l'empereur Napoléon III en revint au projet d'opérations du mois de mai.

Il consistait à réunir trois armées à Metz, Strasbourg et Châlons, à franchir le Rhin entre Strasbourg et Germersheim, et à se jeter entre les États du Sud et du Nord (1).

Les forces réunies en Lorraine devaient marcher sur l'Alsace et passer le Rhin à la suite des corps concentrés près de ce fleuve. Celles du camp de Châlons devaient se porter en Lorraine et prendre, soit à Metz, soit à Nancy, une position destinée à couvrir les communications.

En même temps, notre flotte allait jeter sur les côtes de la Baltique un corps de débarquement qui avait pour mission de s'emparer de Kiel et de Hambourg.

On sait comment ces combinaisons échouèrent, comment on abandonna le projet de former trois armées pour n'en avoir qu'une, et enfin comment de faux calculs sur la

(1) Déposition du maréchal Le Bœuf à la commission d'enquête, vol. I, p. 51.

durée de la mobilisation, des transports et des rassemblements, rendirent l'exécution de tout plan impossible.

Bientôt les Allemands purent prendre l'initiative des mouvements; il fallut alors subordonner nos opérations aux leurs, accepter des combats défensifs qu'on n'avait pas prévus; puis vint la défaite et enfin l'invasion.

Les conclusions pratiques à tirer de ces faits sont les suivantes :

1° *Désormais, une armée doit toujours connaître, à un jour près, la durée de sa mobilisation et de ses transports;*

2° *Elle doit connaître de même la durée de la mobilisation et des transports des armées qu'elle peut être appelée à combattre;*

3° *En principe, une armée qui ne peut être la première prête ne doit pas songer à diriger la guerre, mais bien à la subir. Dès lors elle doit préparer la défense avec assez d'énergie pour triompher de l'offensive à la longue et reprendre ce rôle à son tour.*

Cette conclusion conduit naturellement à l'étude d'un projet d'opérations défensif.

#### § 6. — PROJET D'OPÉRATIONS DE L'ARMÉE AUTRICHIENNE EN 1866.

Le projet d'opérations de l'Autriche, en 1866, n'avait pas été préparé à l'avance comme celui de la Prusse. Le premier conseil de guerre relatif à son élaboration date du moment où les rapports entre les deux nations furent assez tendus pour rendre la guerre inévitable, du 7 mars 1866.

Les hostilités devaient commencer trois mois plus tard, le 15 juin.

Trois questions furent alors posées :

1° *Comment doit être partagée l'armée, en vue de la double campagne au nord et au sud?*